

Bulletin d'histoire politique

**Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin,
Ambitions libérales et écueils politiques. Réalisations et
promesses du gouvernement Charest, Outremont, Éditions
Athéna, 2004, 181 p.**

Michel Lévesque



Volume 13, Number 2, Winter 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055049ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055049ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lévesque, M. (2005). Review of [Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin, *Ambitions libérales et écueils politiques. Réalisations et promesses du gouvernement Charest, Outremont, Éditions Athéna, 2004, 181 p.*] *Bulletin d'histoire politique*, 13(2), 221–223. <https://doi.org/10.7202/1055049ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin, *Ambitions libérales et écueils politiques. Réalisations et promesses du gouvernement Charest*

Outremont, Éditions Athéna, 2004, 181 p.

MICHEL LÉVESQUE
Historien

Rares sont les universitaires qui s'aventurent sur le terrain des analyses conjoncturelles. Aussi, il faut se réjouir lorsque certains décident de se lancer dans ce genre d'entreprise comme c'est le cas avec la parution de l'ouvrage *Ambitions libérales et écueils politiques. Réalisations et promesses du gouvernement Charest* rédigé par trois professeurs du département de science politique de l'Université de Montréal, Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin.

Utilisant les concepts et les outils théoriques dont disposent la science et l'économie politiques, les auteurs, en retenant les moments évocateurs et la façon annoncée de faire des changements par le gouvernement de Jean Charest au cours de sa première année au pouvoir, cherchent à « proposer une lecture ou une interprétation du gouvernement Charest comme mode d'exercice du pouvoir ».

L'analyse du mode d'exercice du pouvoir par les libéraux sous la direction de Jean Charest est présentée par les politologues en trois parties distinctes.

Dans la première partie, les auteurs s'intéressent à la reconfiguration du rôle de l'État que les libéraux de Jean Charest proposent. Les auteurs décortiquent le discours de la réingénierie, devenue en cours de route la « modernisation » de l'État, ses origines ainsi que les principaux acteurs qui ont contribué à son développement sur la scène politique québécoise. On y démontre, entre autres, qu'il s'agit d'un concept « à validité douteuse » et que

les expériences étrangères de réingénierie sont loin d'avoir été concluantes contrairement à ce que veut bien laisser croire le gouvernement libéral.

Au centre des réformes annoncées par le gouvernement libéral, on retrouve l'établissement de partenariats public-privé, la création d'agences autonomes et le développement de la gouvernance électronique. Dans ces trois domaines, les auteurs démontrent que les actions entreprises, ou souhaitées, par le gouvernement de Jean Charest se révèlent, dans la pratique, beaucoup moins efficaces que ne le prétendent les ténors du gouvernement. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, les partenariats public-privé ne sont pas le gage de moins de bureaucratie, loin de là.

Dans la seconde partie, les auteurs s'intéressent à la conception libérale de l'individu et aux relations que le nouveau gouvernement entretient avec les corps intermédiaires. Selon eux, le gouvernement Charest cherche à transformer les « frontières » politiques qui étaient établies au Québec depuis quelques décennies déjà autour de la concertation et de la participation des groupes d'intérêts à la prise de décision. En remettant en question ces « frontières », les auteurs expliquent que les libéraux ont suscité des questions telles que : « Qui est invité à la table de négociation et de décision ? », ou encore, « qui est légitime dans le processus décisionnel et qui ne l'est pas ? ». En fait, comme le remarquent les auteurs, les acteurs collectifs, habitués à participer, sont dorénavant marginalisés et exclus à toutes fins pratiques en raison de la vision libérale qui considère l'individu atomisé au cœur de la société et les élus comme étant les principaux intervenants ayant la légitimité de parler en leur nom.

Cette conception de l'individu en société a amené le gouvernement Charest, expliquent les auteurs, à poser une série d'actions qui ont eu comme résultat de réchauffer le climat social au Québec et de faire renaître les mouvements de contestation. La dénonciation dans une lettre ouverte du premier ministre Jean Charest des « corporatismes » a sans aucun doute été un catalyseur pour les mouvements de contestation qui se sont déployés au cours de l'automne 2003 et au début 2004. Et, paradoxalement, comme le soulignent les trois politologues, il semble que le discours donnant une importance à la participation citoyenne, qu'on pense par exemple à la tenue des référendums sur les défusions, soit une des raisons de la montée de la contestation du gouvernement Charest. Comme si le gouvernement avait créé lui même la justification de sa contestation par ses propres discours.

Enfin, la troisième et dernière partie de l'ouvrage porte plus spécifiquement sur « l'émiettement de l'État québécois » comme État-nation en devenir. Les auteurs démontrent que le discours libéral tend à fondre le Québec au sein de l'ensemble fédéral canadien. Selon les auteurs, la formule de Jean

Charest, « nous sommes ce que nous sommes », démontre qu'il n'y a nul besoin de monter aux barricades pour démontrer que le Québec est différent ou distinct. C'est ce qui explique, selon eux, que le gouvernement Charest, dans la pratique, se montre « beau joueur dans la fédération canadienne ».

En conclusion, les trois universitaires soulignent que le gouvernement libéral dirigé par Jean Charest « présente une analyse et des méthodes assez répandues [...] d'une originalité douteuse » et que les idées défendues ont été passablement ternies par les expériences étrangères où elles ont été appliquées. Ils estiment également que, « contrairement à ce que le gouvernement Charest semble penser, l'État social québécois n'a pas été que producteur de "corporatismes", il a été au moins autant producteur d'identité nationale. Cet étroit lien historique fait en sorte que le démantèlement de l'État social est assimilé, à tort ou à raison, à une attaque à l'identité québécoise. La volonté de défaire les institutions, qui ont contribué à façonner la différence québécoise, devient synonyme de tentative de refoulement du Québec au statut de province comme les autres à l'intérieur de l'ensemble nord-américain » (p. 175).

Somme toute, l'ouvrage de Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin présente une analyse fort intéressante des discours et des actions (ou des intentions) du gouvernement libéral de Jean Charest qui ont marqué sa première année au pouvoir en regard des théories et des analyses des phénomènes récents qui ont été observés à différents endroits dans le monde occidental.

Toutefois, le principal danger qui guette les analystes de l'actualité politique « à chaud », tout comme c'est le cas pour les chroniqueurs, consiste à présenter une analyse des événements récents à partir d'impressions du moment, impressions qui s'avèrent souvent très rapidement dépassées voire même plus ou moins fondées. Les auteurs n'échappent d'ailleurs pas à ce piège à quelques endroits dans leur ouvrage. Mais la principale critique de ce livre réside dans l'absence d'une partie analysant la situation des provinces canadiennes par rapport au gouvernement fédéral, notamment en regard du déséquilibre fiscal. Car il faut bien admettre que les difficultés financières et l'état des finances publiques au Canada ont tout de même un certain nombre d'incidences qui sont loin d'être négligeables sur la gouverne de l'État du Québec. Ces questions auraient mérité d'être abordées substantiellement dans un chapitre à part.

Néanmoins, en dépit de ces quelques remarques critiques, cet ouvrage demeure incontournable pour tous ceux et celles qui s'intéressent à la politique québécoise. On ne peut que saluer l'initiative des auteurs et espérer que ce genre d'ouvrage se multiplie dans l'avenir.